

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, BD ST-GERMAIN, PARIS 7° - 01 45 51 34 14

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 13 MARS 1999 (suite)



Les Rapports entre la France Libre et la Résistance intérieure

La déportation vue de Londres

par

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

DENISE VERNAY introduit la conférence de M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

Je vous présente M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac qui a été mobilisé en 1939. Il est fait prisonnier par les Allemands, s'évade en janvier 1941 vers l'Union Soviétique où il est emprisonné puis interné pendant huit mois. Autorisé à rallier les Forces Françaises Libres en Angleterre, de 1942 à 1944 il est chef du service de la diffusion clandestine et secrétaire du Comité exécutif de propagande de la France Libre.

Co-fondateur en 1944 de la *Documentation Française*, il en a été le directeur pendant plus de douze ans, avant de terminer sa carrière administrative en qualité de Conseiller d'Etat.

Il a publié de nombreux ouvrages, dont les principaux sont :

- *Retour par l'URSS*, publié en 1945 chez Calman-Lévy ;

- *Ici, Londres, les voies de la liberté*, Documentation Française, 1975, chez Payot en 1985 ;

- *Les Français de l'an 40*, en 2 volumes chez Gallimard en 1990 : Tome I - La Guerre Oui ou Non ? Tome II - Ouvriers et Soldats qui a été doublement couronné en 1997 : par le « Prix Philippe Viannay - Défense de la France » et par le « Prix Littéraire de la Résistance » donné par le Comité d'Action de la Résistance (le CAR).

A cette occasion, nous avons eu l'honneur et le plaisir de pouvoir publier dans *Voix et Visages* grâce à son autorisation et à celle d'Hélène Viannay, dans le numéro 257 de novembre/décembre 1997 la réponse que vous avez faite, Monsieur, aux membres du jury, qui venaient de vous désigner comme lauréat.

Je pense que je n'ai pas besoin d'ajouter autre chose. Je vous donne la parole si vous voulez bien.

Applaudissements

JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC :

Je vais vous dire combien je suis honoré et heureux d'avoir été invité à parler devant vous.

J'ai donc prévu de vous parler, d'une part des relations entre la France Libre et la Résistance intérieure, d'autre part, du problème des déportations vu de Londres, de ce qu'on savait ou ne savait pas, de ce qu'on en a dit et n'en a pas dit. Je le ferai en mêlant à mes souvenirs les apports de la recherche historique.

1941

La révélation de l'existence de la Résistance intérieure fut, pour moi, une surprise brutale et bouleversante. Prisonniers en Allemagne, évadés en Union soviétique, emprisonnés puis internés dans ce pays, nous n'avions pas connu une heure de liberté entre

juin 1940 et le 30 août 1941, jour où nous fûmes embarqués à Arkhangelsk sur un convoi britannique pour rallier la France Libre, comme nous n'avions cessé de le réclamer.

Certes, nous avions appris dès 1940, par les journaux allemands, l'existence d'un certain général de Gaulle et nous avons débarqué le 10 septembre 1941 à Londres en chantant :

Pour combattre avec de Gaulle

Souviens-toi, souviens-toi

Qu'il faut se taper pas mal de têtes

En veux-tu, en voilà...

Mais notre information était courte. Le capitaine et futur général Billotte, ardent gaulliste et pressé de reprendre le combat, nous avait affirmé, lorsqu'il avait rejoint les précédents évadés au camp soviétique de Kozielsk au printemps 1941, « Faites confiance au Maréchal, il nous montrera toujours le chemin de l'honneur ! » Telle était l'illusion des Oflag, après l'éviction de Laval par Pétain, le 13 décembre 1940. De sorte que la plupart d'entre nous ont débarqué en Angleterre nourris de la légende du bouclier et du glaive et convaincus que la Résistance française était avant tout une résistance d'Etat, la Révolution nationale n'étant qu'un trompe-l'œil, une concession imposée par les Allemands. Sur ce dernier point, je faisais partie de la minorité des méfiants.

A Londres, nous fûmes vite détrompés. Des attentats se succédaient en zone occupée

4° P. 4616

contre des militaires allemands. Entre le 16 et le 27 septembre, le journal *France* nous apprit que 10 otages avaient été fusillés, puis 6, puis 20, à quoi succédèrent les grandes fusillades de Châteaubriant et du camp de Sauges. René Cassin, puis Raymond Aron m'expliquèrent Pétain.

Au camp français de *Camberley*, le commandant Servais, de la France Libre, vint recruter parmi nous des volontaires pour être parachutés en France. Il y en eut une bonne douzaine : Bodhaine et Clastère, en mai de l'année suivante, firent sauter la grande antenne de *Radio-Paris* à Allouis ; il y eut Rateau, qui, sous le nom d'Arthur, allait être un des meilleurs chefs des opérations aériennes du Centre de la France ; il y eut Delaye, qui, devenu le radio de Christian Pineau, fut abattu par les Allemands ; Valat, autre opérateur radio, qui arrêté, s'évada, regagna Londres par l'Espagne, fut repara-chuté, réarrêté dans l'été 1944 et sauvé du peloton d'exécution *in extremis* par la libération de Bordeaux. Il y eut Hélié, fusillé par les Italiens en Corse. Il y eut Amelin, agent de renseignement qui, arrêté lui aussi et déporté, fut assigné, dans son camp de déportation, au ramassage des cadavres... J'en passe.

Malgré cette brutale initiation, nous ignorions beaucoup de choses. Nous n'avons pas su, parce qu'on l'ignorait à Londres, qu'il y avait eu, au printemps, une grève des mineurs du Nord, durement réprimée, ni que le dernier 14 juillet avait été à Paris l'occasion d'une démonstration silencieuse sur les grands boulevards où une foule, inhabituellement nombreuse, s'était ingéniée à arborer les couleurs bleu-blanc-blanc-rouge. Nous ignorions tout des mouvements de résistance parce qu'on en ignorait encore à peu près tout à Londres.

Le fait est que jusqu'à cette fin de l'année 1941, il n'y avait guère eu de relations entre la France Libre et la Résistance. Cette première année avait été celle du développement séparé. Nous avons compris peu à peu que la Résistance intérieure avait été d'abord faite de refus individuels, d'actes isolés, puis de la formation de groupuscules nés de la sympathie dans l'indignation, accompagnés de l'apparition de tracts, tout cela aboutissant à des regroupements indistincts aux frontières poreuses, cependant qu'à partir du 22 juin 1941 les communistes s'étaient lancés massivement dans la bagarre.

Du côté de la France Libre dès juillet-août 1940, de premiers agents avaient bien été envoyés en France, Hubert Moreau et Mansion, suivis de Duclos/Saint-Jacques, de Fourcaud, puis de Rémy et d'Estienne d'Orves et, au printemps 1941, d'Alaterre. Mais leur mission était uniquement de renseignement militaire. Fin 1941, seuls les initiés savaient alors que la *Confrérie Notre Dame* ou le *réseau Johnny* en Bretagne étaient agissants. Encore étaient-ils géographiquement circonscrits. Le colonel Passy a écrit dans ses *Mémoires* que fin 1941 nous avions en France 29 agents et 12 postes clandestins ; mais sur ces 12 postes, 6 seulement fonctionnaient dont 4 en fonctionnement régulier et il me confiait, peu avant sa mort, que le BCRA en était alors encore aux tâtonnements. André Diethelm pouvait dire que

Maurice Schumann, par ses éditoriaux enflammés à la BBC, représentait 90 % de l'action en France.

Or, précisément au moment de notre arrivée, une phase s'achevait et une autre commençait. Le 24 septembre 1941, de Gaulle, créant le Comité national Français, y avait nommé un commissaire national à l'Intérieur. Et le 25 octobre, le Général recevait un visiteur inconnu venu de France par Lisbonne, un préfet du nom de Jean Moulin. Moulin révéla à de Gaulle l'existence des mouvements et fit valoir la possibilité d'une action militaire par l'intérieur. Comme vous le savez, il allait repartir pour la France, parachuté dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942 en qualité de délégué général chargé de coordonner en zone sud l'action de tous les éléments qui s'opposaient à l'ennemi et à la collaboration.

Jean Moulin l'unificateur, 1941-1943

Ici commence une phase nouvelle, généralement définie comme celle de l'unification : ce fut l'œuvre de Jean Moulin. Double unification, en réalité : à la fois coordination, en France, des mouvements de zone sud d'abord – *Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur* – puis en 1943 coordination à l'échelon national, avec la création par Brossolette du Comité de coordination des mouvements de zone nord et finalement la création par Moulin du Conseil National de la Résistance ; mais en même temps conjonction, sous l'égide du général de Gaulle, de la Résistance intérieure et de ce qu'on a appelé parfois la Résistance extérieure.

Cette nouvelle phase, d'unification, c'est d'abord, vue de Londres, celle d'une découverte mutuelle – d'une reconnaissance des uns par les autres. Quand Richemond-Bozel, chargé de monter un commissariat à l'Intérieur, me demande en janvier 1942 de venir y travailler, je lui réponds : « Un commissariat à l'Intérieur, pour quoi faire ? Qu'est-ce qu'on en attend ? » Il me répond : « Imaginez que dans deux ans, des équipes à nous s'infiltreront dans Vichy et kidnappent le maréchal Pétain ! » J'ai accepté. Je me rappelle mon émotion quand j'ai vu pour la première fois des journaux clandestins : c'était le *Coq enchaîné* et le *Père Duchesne*. Mon émotion quand, en février ou en mars 1942, alors que nous ne recevions presque aucun document sur la vie en France, sur l'état d'esprit des gens, sur les mouvements (presque tout ce qui arrivait jusqu'alors, je le répète, était du renseignement militaire). Quand donc, pour la première fois j'ai eu entre les mains deux brefs rapports politiques dactylographiés d'une étonnante qualité dans leur sobriété – l'un avait 2 pages, l'autre 4 pages – : ils émanaient, je l'ai su après, de Brossolette. J'ai été tellement impressionné que j'en ai gardé des photocopies. Le hasard a fait que ce soient les seuls des premiers envois de Brossolette qui aient été conservés : j'en ai donné le double, après la guerre, à Gilberte Brossolette.

Dire mon émotion quand fin avril 1942, dans une réunion du Comité exécutif de propagande, qui ne comprenait alors que 5 membres et dont on m'avait nommé secrétaire, on nous lut un télégramme reçu de France. Un correspondant mystérieux que nous avons appris à partir de juin 1942 à nommer REX ou MAX (je n'ai su son vrai nom qu'après la guerre) demandait si la France Libre serait d'accord pour faire orchestrer par la BBC pour le 1^{er} mai une manifestation publique dans toutes les villes de zone non occupée. Cette manifestation avait l'appui des organisations de résistance et des dirigeants syndicaux clandestins. En fait, c'était une idée de Moulin lui-même.

Dirai-je mon émotion lorsqu'en juin 1942, j'eus pour la première fois un long entretien avec un des tout premiers missionnaires politiques clandestins venu de France, Philippe Roques, chargé d'un message de Mandel. J'allais, à partir de ce moment, être habilité à rencontrer et à bien connaître tous les chefs de mouvement et délégués civils qui faisaient l'aller et retour clandestin entre la France et Londres, d'abord ceux de 42, d'Astier, Brossolette, Frenay. Tous avaient fait allégeance au général de Gaulle, mais leur premier voyage à Londres avait, en fait, pour but, disons-le, de reconnaître qui était ce général de Gaulle, devenu le symbole incontournable de la Résistance, et de savoir s'ils pouvaient vraiment s'en remettre à lui... comme l'avaient fait avant eux les deux premiers missionnaires venus en reconnaissance, Moulin en octobre 1941, Pineau en mars-avril 1942.

Cette découverte de l'existence d'une résistance qui s'organisait, se structurait, se renforçait et se ralliait à de Gaulle, le sous-lieutenant que j'étais l'a faite donc en 1942, investi qu'il était, comme tout le monde à la France Libre, de responsabilités bien supérieures à celles de son âge et de son grade.

Ce qui est beaucoup plus important, c'est que le général de Gaulle, qui avait fait cette même découverte grâce à sa rencontre avec Moulin, en avait tiré les conséquences aussitôt et qu'en chaque occasion, il s'imposait aux yeux des visiteurs clandestins, non seulement comme le symbole, mais comme le grand chef de guerre dont la France avait manqué en 1939-40 et qui avait surgi de la défaite.

Ainsi la reconnaissance mutuelle se concrétisa vite. Elle se fit de plusieurs façons et par étapes rapides : le 28 avril 1942, le Général remet à Pineau, qui va regagner la France le lendemain une « **Déclaration solennelle aux mouvements** ». Elle a été le fruit d'âpres débats entre les deux hommes. Elle allait être la charte commune, la base idéologique et politique de tous les ralliements des mouvements, la définition de nos buts de guerre et de paix. Ce texte trop peu connu est aussi important à mon sens que le programme du CNR dont il est la préfiguration. Les journaux clandestins de juin et juillet publient cette déclaration à laquelle ils adhèrent eux aussi. *Libération* titre : « *Notre chef, le général de Gaulle* ». Le 14 juillet 1942, la France Libre devient ainsi la *France Combattante*, union des combattants de l'extérieur et de ceux de l'intérieur.

Sur la suggestion encore de Rex, ce même 14 juillet, dans 26 villes de zone non occupée, des manifestations patriotiques et républicaines ont lieu, à l'appel conjoint des mouvements de résistance et de la BBC. On parle de 50 000 manifestants à Lyon et à Marseille, où deux femmes sont tuées. La BBC est en mesure d'en rendre compte avec une rapidité stupéfiante, preuve de l'efficacité des réseaux de renseignement. Le préfet régional de Marseille peut écrire à Laval, le 17 juillet : *Il n'est plus possible d'opposer par voie d'affiches, par la presse ou même la radio des conseils contraires à ceux des agitateurs de Londres.*

De la sorte, en l'espace de 8 mois, de janvier à juillet 1942, la découverte mutuelle est devenue, grâce à Moulin, conjonction de la France Libre et des Mouvements de résistance de zone sud. Fait sans précédent, cinq personnalités venues de la Résistance viennent prendre des responsabilités à la France Libre : André Philip devient commissaire à l'Intérieur, Brossolette devient le n° 2 du BCRA, Vallon et Pierre Bloch sont chargés de mettre sur pied la section dite non militaire du BCRA, le lieutenant Wybot vient créer une section de contre-espionnage. Et des accords sont conclus en octobre 1942 qui créent un comité directeur des mouvements de zone sud, en même temps que sont jetés les fondements de l'Armée secrète, dont de Gaulle désigne le chef en la personne du général Delestraint.

Le second ensemble de remarques que je voudrais faire sur cette période médiane de la guerre, c'est que la Résistance se trouve devenir, entre juillet 42 et la création du CNR, en mai 1943, l'atout maître du général de Gaulle.

Le général de Gaulle, en 1942, a pour force d'être un symbole, l'unique symbole de la France résistante et l'action de la BBC a été capitale à cet égard. Mais d'être avant tout un symbole traduit aussi sa faiblesse. Certes les réseaux de la France Libre se sont multipliés jusqu'à couvrir la France entière et ils apportent aux alliés une somme inappréciable de

renseignements. Certes, de Gaulle a acquis une base territoriale centrée sur l'AEF/Cameroun et le Levant ; mais Vichy garde la maîtrise de la flotte et des territoires majeurs de l'Empire, Afrique du nord et Afrique occidentale. Certes, des Français Libres se battent et meurent sur tous les champs de bataille et sur toutes les mers et viennent de s'illustrer à Bir Hakeim ; mais le corps de bataille terrestre de la France Libre à son maximum, en 1943, ne dépassera guère 12 000 hommes. Force morale, modestie des moyens matériels dans une guerre devenue mondiale : c'est là que le bât blesse en 1942.

Les archives britanniques nous révèlent le débat très curieux qui s'est déroulé durant tout l'été 1942, à l'intérieur du Cabinet britannique à ce sujet. Le Cabinet est désormais et sera jusqu'à la Libération partagé entre deux tendances. L'une est celle d'Eden, que rejoindront progressivement les ministres travaillistes et Lord Selbourne, ministre dont dépendent les services britanniques d'action en France. Le 1^{er} juin 1942, puis au début de juillet, Eden adresse deux notes à ses collègues sur la politique à l'égard de la France. De Gaulle, explique-t-il, est le seul chef de la Résistance française qui ait émergé. En dehors de lui, il n'y a que deux forces politiques en France, le pétainisme et le gaulisme. De l'avis de ses informateurs et de son avis propre, il faut donc,

que lorsque les Alliés débarqueront en France, le général de Gaulle les accompagne et prenne immédiatement le pouvoir à Paris (...). Ce serait le seul moyen d'éviter une guerre civile et d'empêcher les communistes de prendre le pouvoir.

Au contraire, ajoutait-il,

si nous laissons tomber de Gaulle maintenant, la plupart de ses lieutenants suivraient ses ordres et il est très improbable qu'aucun autre leader soit en mesure de le remplacer. Sa disparition aurait un effet déplorable sur les forces de résistance en France.

A cette politique clairvoyante à long terme s'oppose le pragmatisme de Churchill, partagé entre sa fidélité envers l'Homme du 18 Juin et sa dépendance envers Roosevelt. Le 23 juillet 1942, Anglais et Américains décident de débarquer en Afrique du Nord. Ils décident de le faire sans de Gaulle et à l'insu même de Gaulle. « Qui tient les clefs de la flotte et de l'Afrique du nord ? », demande Churchill. « Est-ce de Gaulle ou est-ce Vichy ? ». Et son homme de confiance Morton, qu'il charge de faire un contre-rapport sur les relations entre la France Libre et la Résistance et sur ce que représente de Gaulle conclut :

« Plus de 3 millions de Français sont déjà prêts à crier *Vive de Gaulle*, il serait surprenant que 30 000 prennent un risque sérieux pour lui ».

Mais il ajoute :

« Bien que de Gaulle ait peu de poids en France sauf en tant que symbole de la résistance, tout acte du gouvernement de sa Majesté qui serait interprété par les Français comme une trahison injustifiée aliénerait gravement les sympathies françaises pour la Grande-Bretagne. »

On sait la suite.

Les Alliés débarquent en Algérie et au Maroc. Darlan fut porté au pouvoir en Afrique du Nord libérée sous protectorat américain. Dans cette conjoncture, la Résistance fut l'atout majeur de De Gaulle. Devant le scandale nord-africain, dans la solitude où il se trouve à la fin de 1942, ses soutiens sont la Résistance française et l'opinion publique britannique. Il faut relire les télégrammes signés de tous les mouvements et partis politiques résistants qu'envoie Jean Moulin, ou les éditoriaux de la presse clandestine ; il faut voir les lettres de Léon Blum à de Gaulle : *Ce flot de boue ne vous éclabousse pas, mais il vous grandit*. A quoi s'ajoute l'arrivée impromptue à Londres, en janvier 1943, du député communiste de Saint-Denis Fernand Grenier, manifestation ostentatoire mais capitale du ralliement à de Gaulle du PCF (sur



Une vue partielle de notre AG : adhérentes, Amis de l'ADIR, enseignants...

instructions de Moscou, on ne le sait que depuis peu).

Après l'exécution de Darlan, de janvier à fin mai 1943, dans les 5 mois que dure la « querelle des généraux » – je n'aime pas l'expression – si de Gaulle s'impose face au général Giraud que soutient Roosevelt, c'est bien entendu par son talent politique qui est déjà celui d'un homme d'Etat, et grâce à un argument qui est aussi un programme : la nécessité de restaurer les libertés et la légalité républicaine foulées aux pieds par l'Afrique du Nord. Il s'impose aussi, soulignons-le par l'appui de la Résistance.

Il mise sur la Résistance et il ajuste sa stratégie en conséquence. On n'a, je crois, jamais noté que c'est en l'espace de 36 heures, entre le 21 et le 23 février 1943, que de Gaulle et le Comité national de Londres adressent au général Giraud le mémorandum fixant les conditions de l'union des forces et des terres françaises, (c'est-à-dire le rétablissement de la légalité républicaine) et que de Gaulle signe les « nouvelles instructions » à Jean Moulin, lui prescrivant de mettre sur pied un Conseil National de la Résistance comprenant les représentants de toutes les forces résistantes y compris les anciens partis et les syndicats résistants. De février à mai 1943, les deux négociations – celle avec Alger, celle de France – sont rigoureusement synchrones. Face à Giraud, qui se prévaut des 300 000 hommes de l'armée d'Afrique qu'il se dit fort d'engager, de Gaulle opposera la force unanime de la Résistance. Moulin alla, vous le savez jusqu'au bout de sa mission : le CNR fut constitué en mai 1943 ; la motion que Moulin fit approuver par lui exigeait des Alliés la reconnaissance de De Gaulle comme chef d'un gouvernement français libre unifié, le général Giraud devant en commander les troupes. Il est très incertain que ce soit le manifeste du CNR qui ait décidé Giraud à accepter l'union aux conditions dictées par le général de Gaulle. En revanche, il est certain que l'union réalisée à Alger le 31 mai 1943 fut à la fois une victoire du général de Gaulle, une victoire de la légalité républicaine, et la première victoire politique de la Résistance.

Dans les coulisses de Londres : BCRA et Commissariat à l'Intérieur

Permettez que je m'attarde encore sur cette phase d'« unification » de 1942-43 – qui fut la période des missions de Jean Moulin – pour en évoquer les aspects techniques, les infrastructures qui rendirent matériellement possible la connexion France Libre-Résistance.

La radio d'abord : le général de Gaulle ne serait pas devenu le symbole qu'il a été, il n'aurait pu s'imposer comme leader de la Résistance, sans deux innovations techniques qui n'existaient pas 20 ans plus tôt, je veux dire sans la radio – à la fois la BBC et les postes émetteurs-récepteurs clandestins – et sans la technique des parachutages et atterrissages.

Ces derniers deviennent nombreux en 1942-43 dans les phases de pleine lune de la

belle saison. Deux organismes français de Londres sont voués à la liaison avec la France et à l'action en France, le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) du colonel Dewavrin/Passy et le Commissariat national à l'Intérieur. Le BCRA est responsable de tout ce qui est renseignement militaire, sabotages, opérations militaires et aspects techniques des missions ; le Commissariat à l'Intérieur, petit état-major, est chargé de piloter d'une part l'action politique et les relations civiles avec la Délégation générale clandestine, les mouvements et les partis ; de même il approuve le budget de la délégation générale clandestine ; il est chargé d'autre part de piloter la propagande vers la France et d'assurer chaque mois, par des envois parachutés, l'information documentaire de ses correspondants et des journaux clandestins.

Les deux organismes vivent entièrement au rythme des lunaisons, dans l'attente fiévreuse des télégrammes et des arrivages, puis dans la préparation des départs. Quelle fièvre, « à chaque lune », comme nous disions ! Les veilles de parachutage des courriers, nos expéditionnaires, des Françaises, si modestes, si pénétrées de l'importance de ce qu'elles devaient à ceux de là-bas, une femme de marin breton, une ouvrière réfugiée de Dunkerque, une jeune engagée militaire en uniforme, étaient volontaires pour passer des nuits à faire fonctionner les ronéos et la microphoto.

Nous ne pouvons oublier combien, en tout cela, le rôle des Britanniques a été capital. Ce sont eux qui ont assuré toutes les liaisons et transmissions avec la Résistance (mis à part, en 1943-44, les quelques liaisons assurées d'Alger par le sous-marin *Casabianca*) ; c'est eux qui ont fourni les postes émetteurs et les armes et qui, jusqu'à juillet 1943, nous ont donné les moyens de financer la Résistance. C'est eux qui ont formé tous les agents français et britanniques – y compris l'entraînement au tir rapide dans une galerie désaffectée du métro de Londres – ; c'est eux qui fournissaient les faux papiers et qui, au départ de Londres, proposaient la pilule, cette dragée brute de cyanure enrobée d'une mince pellicule de caoutchouc que l'on pouvait sans danger garder dans la bouche, mais dans laquelle un coup de dent était mortel.

Je rappelle que, de 1940 à la Libération, 819 agents français et britanniques ont été parachutés en France pour le compte de SOE ou du BCRA, que 443 ont été déposés par atterrissage et 635 ramenés vers Londres ou Alger, que 150 ont été débarqués et 450 embarqués par les vedettes anglaises ou les felouques polonaises sous contrôle britannique. Que de difficultés en tout cela ! Que d'opérations qui échouent, que de rendez-vous manqués, que de postes radio qui ne fonctionnent pas, que de télégrammes indéchiffrables, que d'agents qui trouvent la Gestapo à l'atterrissage. Le taux de pertes des opérateurs radio est encore de 83 % au début de 1943. Que d'irritation ou d'incompréhension, parfois, – inévitablement – de part et d'autre. Et cette obsession parmi nous : l'angoisse pour des hommes dont certains nous étaient très chers, l'angoisse devant ce silence qui, trop souvent, ne répondait plus.

Sans doute, les relations entre services secrets anglais et français ont-elles été marquées par des rivalités et des coups tordus. Il est vrai que SOE et l'IS ont joué plus d'une fois un jeu indépendant, nous ont parfois débauché des agents, ont certainement à partir de septembre 1942 et probablement dès 1941, cassé nos codes et décrypté tous nos télégrammes. Mais comment ne pas rendre hommage à l'héroïsme et souvent au sacrifice de nos amis anglais qui assurèrent la liaison avec la Résistance, qui, pour plus d'un et plus d'une, partagèrent vos dangers et vos souffrances. Je pense au commandant Verity, chef de l'escadrille des Lysanders qui atterrirent plusieurs centaines de fois en France et dont plusieurs appareils se trouvèrent immobilisés un, deux et jusqu'à trois jours en France cachés par des résistants, avant de pouvoir reprendre leur vol. Je pense à l'extraordinaire performance de septembre 1943 qui, à la faveur d'un double atterrissage de bombardier Hudson, et avec le concours d'un pilote français, Livry-Level, permit d'amener à Londres 17 membres délégués à l'Assemblée consultative d'Alger. Comment oublier les drames et les pertes, les avions cloués au sol, touchés par la *FLAK*, contraints de rebrousser chemin ou abattus. Comment oublier qu'après la performance de septembre 1943, les liaisons clandestines par air entre la France et l'Angleterre, ont été interrompues par la tempête pratiquement du 11 novembre 1943 aux premiers jours de février : d'où la mort du député communiste Cossoneau dans un Lysander écrasé au sol, ou la tentative tragique de Brossolette. J'ai longtemps conservé un morceau de journal clandestin à moitié calciné, retiré de l'épave d'un Lysander qui s'était écrasé près de Douvres à son retour de France...

Un livre anglais récent, resté déplorablement ignoré en France, *Secret Flotillas*, par Sir Brooks Richards, vient de nous rappeler opportunément ce qu'avait été l'incroyable hardiesse des équipages des vedettes britanniques qui, à 79 reprises, prirent le risque d'aller au large des Glénans prendre à leur bord des passagers clandestins embarqués sur des bateaux de pêche bretons, ou qui, plus souvent, s'infiltrèrent profondément dans les estuaires de nos rivières bretonnes ou dans l'Aber Benoît, au nord de Brest, ou comme le jeune commandant Birkin, père de notre Jane Birkin, prirent pied huit fois sur la plage de l'anse Cochat ou à Sous-Kéruseau, à portée du phare de Saint-Brieuc, en liaison avec le réseau d'évasion *Schelburn*.

L'hommage doit aller à tous ces Anglais qui, mêlés aux nôtres, connurent le même calvaire : à Yeo Thomas alias Shelley, qui, parachuté volontaire pour tenter de faire évader Brossolette, fut à son tour arrêté, déporté et condamné à mort, une mort à laquelle il n'échappa que par miracle à Dora.

Je pense aussi à cette jeune Indienne britannique bilingue, Inayat Khan, descendante du héros légendaire de l'Inde Typoo Sahib, parfaitement bilingue, qui fut parachutée pour tenter de renouer les liaisons du réseau de renseignement anglais *Prosper* en perdition, qui, seule à Paris, réussit à maintenir la liaison pendant trois mois avec Londres, avant d'être

vendue pour 100 000 francs. Inayat Khan enfermée, comme Brossolette, derrière une lucarne de l'avenue Foch essaya de s'évader par les toits. Reprise, elle fut, après un an de dure détention, exécutée à Dachau d'une balle dans la tête. Son portrait, à la place d'honneur du Club des Services secrets, à Mayfair, rappelle à tous les survivants les traits adorables et le courage de cette jeune fille de 20 ans.

Alger, 1943 : *Quand la Résistance pénètre la France Libre*

J'en viens à la 3^e période, 1943-44, qui devait conduire à la Libération. Le climat a changé. L'opinion publique française, si longtemps traumatisée et passive, se révèle massivement anti-allemande. Les réseaux de renseignement et d'évasion, sans cesse décimés et menacés de disparition, se reconstituent sans cesse. Face au STO et à l'occupant qui intensifie la répression, les maquis se multiplient.

Le général de Gaulle est maintenant à Alger où il prend rapidement les commandes. Mais en France, le drame de Caluire a décapité le sommet de la Résistance.

De cette troisième période, je dirai trois choses.

D'abord que la chute de Jean Moulin, de Delestraint et de son état-major n'a pas été seulement un drame humain irréparable. Certains ont pu penser que Jean Moulin avait accompli sa mission et qu'après lui et après la motion en faveur de De Gaulle qu'il avait fait voter par le CNR, le général n'avait plus tellement besoin de la Résistance. Moulin a été irremplaçable. Quels qu'aient été le talent de nos délégués clandestins de 1943-44 et le rôle capital de Parodi à la Libération, on peut dire que Moulin n'a pas été remplacé.

De surcroît, après sa mort, le pilotage de la Résistance a dû prendre une autre forme. Jean Moulin avait – par nécessité – centralisé la direction de la Résistance. Il avait toutefois compris *in extremis* que, du fait même du développement de la Résistance, avec la multiplicité de ses formes et de ses actions – du fait aussi de l'efficacité des polices allemande et française, l'heure était venue de décentraliser. Les Britanniques firent de la décentralisation une condition *sine qua non* du maintien de leur soutien. Ils l'estimaient vitale. Il fallut innover. La formule qui fut conçue dans le 2^e semestre de 1943 fut remarquablement intelligente et aussi efficace qu'il était possible. Elle combina centralisation et décentralisation.

La délégation centrale clandestine fondée par Jean Moulin subsista, chargée des responsabilités qu'on peut appeler politiques, de la coopération parfois délicate avec le CNR et de la désignation des futurs préfets et commissaires de la République. Sa tâche ne fut pas facile étant donné à la fois l'autonomie nouvelle du CNR, qui se prévalait de sa propre légitimité résistante et tenait à la faire valoir, étant donné aussi la montée en puissance et en exigences du parti communiste.

Cette centralisation politique alla de pair avec la décentralisation des services, des radios, des opérations aériennes et avec la décentralisation du commandement militaire. La décentralisation militaire et technique fut notamment assurée grâce à la mise en place par Passy et Bourguès Maunoury de délégués militaires régionaux. Ceux-ci n'avaient pas un rôle de commandement, mais de liaison. Ils avaient en effet la communication par radio avec Londres, et par suite, dans la phase du débarquement, avec l'état-major FFI de Londres et l'état-major interalliés ; les demandes d'armes des groupes résistants passaient en principe par eux. Ils avaient mission d'en assurer la répartition dans le cadre régional, et celle de l'argent et de veiller à l'exécution des plans militaires approuvés ou fixés par Londres.

Cette période de restructuration fut en même temps celle d'une intégration de cadres de la Résistance aux responsables de Londres et d'Alger. Le pilotage extérieur de l'action clandestine dans la phase de la Libération, tout comme la préparation de l'après-Libération, furent le fait d'équipes mixtes, joignant, à Londres et Alger, Français Libres et résistants venus de France.

Certes, les responsables de premier rang de l'action en France, autour du général de Gaulle, restent des anciens de la première France Libre, Soustelle, Dewavrin/Passy et Manuel à la tête du BCRA, Georges Boris tenant le commissariat à l'Intérieur, Schumann les émissions de la BBC. Et des émissaires de la France Libre vont faire des missions d'information ou d'inspection en France. Mais le Comité Français de la Libération Nationale, qui est le gouvernement provisoire à Alger de la France en guerre, comprend 5 résistants : d'Astier, Frenay, Menthon, Philip et Queuille. Une Assemblée consultative a été instituée à Alger : la Résistance y est largement représentée et aspire à devenir un deuxième pouvoir dans l'ombre du général de Gaulle. A Londres, le Comité exécutif de propagande appelle à participer à l'élaboration des directives destinées à l'équipe de la BBC tous les chefs résistants présents à Londres : ce qu'il faut dire aux paysans, c'est l'ancien ministre de l'Agriculture Henri Queuille qui le définit ; les slogans contre le STO (« L'Allemagne, c'est le bain », etc.), c'est Henri Frenay, le fondateur de *Combat*, qui les invente. La moitié des chefs de service du BCRA sont maintenant des résistants. Détail significatif de cette symbiose, nous envoyons les clichés photographiques qui serviront à illustrer les extraordinaires numéros spéciaux illustrés de *Combat* ou de *Libération* ; en sens inverse, les journaux clandestins reçus de France et multigraphiés par nos soins font l'objet d'une large diffusion à travers le monde, de même que *Le silence de la mer*.

De la sorte, si de Gaulle ne cesse d'imprimer sa marque, la Résistance intérieure a maintenant une large place à l'intérieur même de la France Libre.

Coopération et angoisses de l'avant-Libération

Ma dernière remarque sur la période 43-44 de préparation au débarquement est pour souligner combien elle fut difficile.

Difficultés matérielles en raison de la séparation Londres/Alger : le général de Gaulle, son gouvernement, l'essentiel de l'administration française libre étaient à Alger. Mais Londres restait la capitale des liaisons et transmissions avec la Résistance, ainsi que de la propagande. L'équipe dirigeante de Londres, devenue par nécessité largement autonome, fut digne de la confiance que lui fit de Gaulle.

Difficultés politiques internationales : Roosevelt, saisi en septembre 1943 par le CFLN des propositions françaises sur l'administration future du Territoire libéré, n'y avait pas répondu le 6 juin 1944.

Drames humains en France : la disparition sous les coups redoublés de la Gestapo, du SD et de la milice, de tant des nôtres. Difficultés à mener de front la préparation du débarquement et l'après-Libération, à nommer de concert les commissaires de la République et les préfets qui se révéleraient au jour J, à réviser la législation applicable en territoire libéré, à assurer le ravitaillement futur du pays.

Difficultés internes à la Résistance enfin : le CNR affirme sa légitimité et revendique son autonomie. Une grave divergence de doctrine et de tactique sépare la France Libre et les secteurs les plus activistes de la Résistance et notamment les communistes en ce qui concerne l'action militaire en France.

Les communistes poussaient à l'action immédiate à tout va. Pouvions-nous encourager les résistants à se découvrir autrement que par des actions très mobiles de harcèlement, alors que nous ne savions pas à quel moment de 1944 serait le débarquement ; alors qu'il fallait passer l'hiver ; alors que la répression et les repréailles en France devenaient de plus en plus sanglantes ; alors surtout que l'état-major anglais refusait d'accorder aux maquis français la même priorité d'armement qu'aux maquis yougoslaves, grecs et des Alpes italiennes ? L'état-major britannique considérait en effet que la France ne se prêtait pas géographiquement à une extension massive de l'action militaire clandestine ; il redoutait en outre que les Français ne se servent des armes qu'on leur expédierait pour se battre entre eux à la Libération.

D'un autre côté, pouvions-nous laisser sans moyens de défense les maquis qui maintenant proliféraient et devenaient de plus en plus entreprenants ? Et le général de Gaulle n'avait-il pas proclamé que la libération nationale serait inséparable de l'insurrection nationale ?

A l'automne 1943, notre propagande a commencé à célébrer systématiquement les exploits des maquis et à encourager la fuite au maquis. Les slogans face à la propagande de Philippe Henriot devinrent « Les maquis c'est la France. Les maquis sont l'avant-garde de l'armée française ».

Comme vous le savez, c'est seulement fin janvier 1944 que Churchill donna le feu vert à l'armement des maquis, armement qui fut pris en charge à partir d'avril par l'état-major d'Eisenhower. Les parachutages d'armes furent énormes : de quoi armer quelques 500 000 hommes, au point qu'à partir de juin, on n'avait jamais assez de containers ni de parachutes, ni de personnel pour charger les containers.

Les résultats, vous les connaissez aussi : la participation de la Résistance à la Libération fut pour les Alliés une divine surprise. Ce qu'ils avaient attendu, au point de vue militaire, de la Résistance française, était précis et limité. C'était d'abord de leur faire connaître en temps voulu les défenses du lit-

toral de 50 mètres en 50 mètres : ce fut le cas. C'était ensuite de retarder d'au moins 48 heures les renforts allemands vers la Normandie. Grâce aux coupures des voies ferrées et des lignes de télécommunications et à l'action des maquis, ce fut aussi le cas. Ce fut là l'apport stratégique essentiel de la Résistance. Malgré les cafouillages, les incompréhensions, malgré les répressions sanglantes de Tulle, d'Oradour ou du Vercors...

Le reste vint de surcroît, après la percée d'Avranches.

L'image que nous pouvons en conserver est bien celle d'un soulèvement national inséparable de la Libération, jusqu'à la rencontre et aux combats côte à côte des FFI parisiens et

de la 2^e DB dans cette apothéose que fut la libération de Paris.

La conjonction de la France Libre et de la Résistance intérieure reste, en cette année 1943-44, pour moi une réussite prodigieuse. Elle est due pour une large part au génie politique du général de Gaulle, sans qui il n'y aurait pas eu LA Résistance, mais des résistances. Elle est due aux combattants de la France Libre comme à vous tous et toutes, au sacrifice de tant et tant, qui dans cette lutte trouvèrent la mort ou connurent la déportation.

Je regrette que cette conjonction des Résistants de l'intérieur et des combattants français du monde libre ne soit pas mieux connue, d'autant qu'elle a abouti, pendant quelques mois de 1944-45, à un rassemblement national dont il y avait eu peu d'exemples dans notre histoire. Je regrette aussi que l'image en ait été biaisée ou brouillée pendant toute une période de l'après-guerre.

Il est vrai, que les équipes de Londres et d'Alger chargées de l'action secrète ont connu davantage les chefs de la Résistance que le peuple résistant. Parmi les chefs venus à Londres ou à Alger, seuls quelques-uns ont su nous dire ce qu'était la vie quotidienne de la Résistance, de ses petits soldats, les humbles, les anonymes : c'était le cas de Rémy, avec une chaleur romantique et un peu emphatique, de Fernand Grenier, de Daniel Mayer, de Lucie Aubrac et, mieux peut-être qu'aucun chef, de l'actrice Françoise Rosay, sans doute parce qu'elle avait elle-même vécu la vie des anonymes résistants.

J'ai été du petit groupe de ceux qui ont eu, jour après jour, en mains les télégrammes rendant compte de l'épopée et du drame des Glières. Nous en avons été exaltés, puis bouleversés. Pourtant, je dois admettre que je n'ai compris l'intensité de ce qu'avaient été cette épopée et ce drame qu'après la Libération, en montant moi-même aux Glières et en écoutant les survivants. Je ne crois pas néanmoins que cette inévitable différence de points de vue ait affecté l'action à laquelle nous participions.

Du côté des résistants, certains ont pu s'irriter de l'autoritarisme nécessaire de Jean Moulin ou du pouvoir que revendiquaient tel ou tel délégué militaire régional. Il est arrivé qu'ils soient exaspérés parce que les parachutages ne venaient pas ou allaient à d'autres, ou parce que tant de télégrammes restaient sans réponse (mais savez-vous que dans l'été 1944, l'abondance des télégrammes des résistances européennes au départ et à l'arrivée à Londres était telle et le manque de chiffreurs et de décrypteurs si grand que nous n'avons eu connaissance de certains messages qu'après 3, 4, voire 6 jours). Que des résistants aient éprouvé, comme dans toutes les guerres, l'agacement ou la méfiance de ceux de l'avant à l'égard de ceux qu'ils imaginaient paisiblement installés dans des bureaux londoniens, comment s'en étonner ? Ces accords et ces coups de colère étaient inévitables et finalement normaux. Le temps leur a rendu leur juste dimension pour ne laisser subsister que l'essentiel. Celui-ci tient en quelques mots : France Libre et Résistance intérieure, même combat !

LE COURRIER DE L'AIR

APPORTE PAR AVION

LONDRES, LE 20 JUILLET 1944

Honneur aux Forces Françaises de l'Intérieur

Il ne se passe pas un jour sans que les Forces Françaises de l'Intérieur n'aient l'honneur d'un communiqué.

Que ce soit par le communiqué du Quartier Général Suprême allié ou par les communications faites par les milieux français autorisés de Londres, les Nations Unies sont tenues au courant de la bataille que n'ont jamais cessé de livrer les patriotes français combattant l'invasion sur le sol natal.

Les Allemands et les traîtres ont cherché, mais en vain, à flétrir du nom de "terrorisme" les actes audacieux et habilement conçus des Français qui, opérant sous les ordres du général Koenig, frappent l'ennemi là où les coups portent le plus.

De guerre lasse, les Allemands menacent d'exécuter comme francs-tireurs tous les soldats des F.F.I. qui tomberaient sous leur coupe.

Leurs alliés veillent.

Pour ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas connaissance de l'avertissement donné aux Allemands par le général Eisenhower, Commandant Suprême des Forces Expéditionnaires alliées, nous reproduisons le texte de ce document qui ne prête pas à équivoque :

"Le Commandant Suprême des forces expéditionnaires alliées possède aujourd'hui la preuve formelle que les forces allemandes d'occupation en France, se conformant aux déclarations faites le 7 juin 1944 par le Commandant-en-Chef des armées allemandes de l'Ouest, traitent les membres des groupes de résistance français comme des francs-tireurs.

Les F.F.I. font partie des F.E.A.

"En conséquence, le Commandant Suprême déclare :

"1) Les Forces Françaises de l'Intérieur constituent une force combattante placée sous le commandement du général Koenig ; elles forment une partie intégrante des forces expéditionnaires alliées ;
"2) Les F.F.I. ont pris ouvertement les armes contre l'ennemi et ont reçu ordre de conduire leurs opérations en conformité avec les lois de la guerre ; elles portent un insigne distinctif et le général Eisenhower les considère comme une armée placée sous son commandement ;

"3) dans ces conditions les représailles exercées contre les groupes de résistance constituent une violation flagrante des lois de la guerre auxquelles les Allemands sont tenus de se soumettre. De tels crimes ne peuvent que fortifier la détermination des Nations Unies de mener rapidement la guerre à une fin victorieuse, afin que justice soit rendue ;

"4) le Commandant Suprême est résolu que tout effort soit mis en œuvre pour découvrir et traquer les auteurs des atrocités commises contre les membres des forces armées placées sous son commandement. Des mesures ont déjà été prises à cet égard. Les coupables seront livrés sans délai à la justice."



Le général Koenig, Commandant des F.F.I., en conférence avec le général Montgomery et M. Coulet, Commissaire de la France Libérée, au Q.G. britannique en Normandie



Soldats des F.F.I. à Caen

F 15

En haut : En conférence au QG britannique de Normandie, de gauche à droite : le commandant François Coulet, Commissaire de la France Libérée, le général Koenig, commandant des FFI et le général Montgomery, commandant en chef du groupe d'armées.

En bas : Soldats des FFI à Caen. (Archives Documentation Française).

Le problème des déportations vu de Londres

J'en viens au second volet de cet exposé : connaissance ou ignorance de la réalité de la déportation ?

Alors que Londres recevait en 1943-44 de la Résistance une telle profusion de documents, alors que les commissaires à l'Intérieur Philip, puis d'Astier avaient sur leur table, avec un ou deux mois de décalage, les rapports des préfets et des Renseignements généraux, ne savait-on rien du sort des déportés ? Et pourquoi ce relatif silence sur les conditions affreuses faites aux déportés politiques et sur les camps d'extermination ?

Il faut voir que ce que nous recevions de France à ce sujet ne portait que sur les arrestations et les départs. Certes, le journal clandestin *Fraternité*, organe du Mouvement national contre le racisme, nous rappelait bien que

depuis les premières mesures prises contre les Juifs, le camp de Drancy est resté dressé aux portes de Paris comme un épouvantable monument de la barbarie raciste.

Ce réservoir humain a été périodiquement vidé par les déportations en Pologne et continuellement rempli par les rafles à travers la France.

Des documents très précis nous parvenaient sur les départs des trains et sur la vie au camp de Drancy. Une émission de la BBC du 13 octobre 1943 relatait avec force détails les activités de Brunner, le nouveau chef du camp, les sévices et les humiliations imposées. Elle se terminait sur ces mots :

Cet enfer n'est que l'antichambre d'un autre enfer, celui de la déportation dans l'Est européen.

Français, secourez vos compatriotes israéliens en danger d'être déportés. Aidez-les dans leur fuite. Et surtout, recevez chez vous, hébergez les enfants que l'Allemand veut arracher à leurs parents.

Ce que nous avons su des massacres commis dans l'Est européen, ne nous est pas venu de France, mais des Polonais, des Russes ainsi que du romancier Albert Cohen, représentant à Londres du Comité juif mondial.

Dès 1942, le gouvernement polonais de Londres était bien renseigné sur les atrocités commises en Pologne. René Cassin, qui avait de bons contacts avec les proches du général Sikorski, était régulièrement informé par eux, comme en témoignent ses dossiers. Fin juin 1942, le gouvernement polonais avait fait connaître dans une note officielle que 700 000 Juifs avaient été massacrés en Pologne depuis le début de l'occupation allemande. Le drame du ghetto de Varsovie n'a été nullement ignoré. Le 23 août 1942, une émission bouleversante du futur ambassadeur de France en Autriche Louis Roché décrivait la vie du ghetto « où chaque fournée de cadavres qui sort est remplacée par une fournée de nouveaux habitants que les Allemands amènent des villes et des villages de Pologne ». Et Roché révélait aux auditeurs ce

fait, qui avait provoqué une émotion en Angleterre : le maire du ghetto, Czerwinski, sommé par les Allemands de préparer lui-même la liste de 100 000 habitants du ghetto qui seraient déportés vers une destination inconnue à l'Est, à raison de 7 000 par jour, s'était donné la mort.

Le 8 juillet 1943, l'équipe *Les Français parlent aux Français* diffusait un document affreux.

Si nous croyons devoir vous faire connaître ces atrocités sans exemple, disait le speaker, ce n'est pas seulement parce qu'elles constituent l'un des plus terribles chefs d'accusation qui puissent, après la guerre, être portés contre ceux qui les ont organisées ou accomplies. Mais c'est aussi parce que nous espérons que leur publicité rendra plus conscients encore de leur responsabilité les fonctionnaires chargés du recensement des Juifs en France et ailleurs. On leur demande, en somme, de participer à un crime, il faut qu'ils sachent quel est exactement ce crime.

Il s'agissait du rapport fait par un émissaire du « Front de la résistance » polonaise, envoyé en mission de Varsovie auprès du gouvernement polonais de Londres et qui avait réussi à s'échapper du continent après une odyssée de plusieurs mois. Il expliquait :

Les Juifs venant de toutes les parties de l'Europe asservie sont peu à peu rassemblés et envoyés dans les ghettos de Varsovie, de Lvov : ils y demeurent pendant un certain temps ; de là, ils partent vers l'Est, selon l'expression officielle, c'est-à-dire, qu'en fait, ils partent pour des camps d'extermination, à Belzec, Treblinka, Sobibor, etc. Et là, ils sont massacrés par groupes de mille à six mille, de différentes façons : asphyxiés aux gaz, brûlés vifs par de la vapeur ou électrocutés.

L'auteur du document relatait une de ces « exécutions massives » à laquelle il avait assisté, la mise à mort près du camp de Belzec de 6 000 Juifs polonais enfermés dans un train de marchandises dont les planchers avaient été recouverts d'une couche de chaux vive et qui étaient morts asphyxiés par les vapeurs de chlore.

Aucun pays n'est épargné, concluait, le 8 juillet 1943, le Français Libre Paul Bouchon, au terme de cette émission. Il faut que chaque fonctionnaire français, qui est chargé de s'occuper des questions juives, comprenne qu'en exécutant les ordres qu'il reçoit, il se rend complice d'un crime, et se fait l'aide des bourreaux allemands de Lvov ou de Varsovie.

Ce n'étaient pourtant que des témoignages discontinus. Une autre révélation allait susciter au début de 1944 une émotion beaucoup plus profonde à Londres. Il s'agissait d'un film soviétique projeté par les soins des services soviétiques dans un cinéma de Charing Cross. L'Armée Rouge avait repris pour la seconde fois Kharkov, le 23 août 1943. Elle y avait découvert que les Allemands y avaient gazé des dizaines d'enfants Juifs dans un camion, au moyen des gaz d'échappement. Comble d'horreur, ce camion était peint aux couleurs gaies d'un théâtre de marionnettes.

Le chauffeur du camion et les servants avaient été fait prisonniers. Ils avaient avoué. Ainsi, dans le film projeté à Londres, on voyait le camion de mort décoré en théâtre de guignol et l'on assistait au procès des assassins, à leurs aveux et à leur pendaison. La libération du camp de Lublin en août 1944 allait apporter des preuves, plus accablantes encore assorties de reportages photographiques.

Pourquoi de tels faits n'ont-ils pas été systématiquement dénoncés par la BBC ? Sur les atrocités allemandes dans les camps de la mort, la section française n'a fait en un an et demi que trois émissions, la première le 8 juillet 1943, les deux autres par la voix du porte-parole du Gouvernement provisoire, mais à la veille même de la Libération, le 20 juillet 1944 et le 16 août 1944. Oui, pourquoi, alors que le général de Gaulle avait amplement prouvé dès les premiers jours qu'il n'était nullement antisémite, comme en témoignent dès août 1940 sa lettre à Albert Cohen et le compte rendu de l'entretien qu'il eut avec ce dernier ; alors que René Cassin avait à plusieurs reprises, au nom du Comité national français, condamné le Statut des Juifs et proclamé la nullité des spoliations ; alors surtout qu'en 1942, lorsqu'avaient été connues les plus grandes rafles de Juifs, une véritable campagne radiophonique, un feu roulant d'émissions de protestations avaient pendant trois mois mobilisé Maurice Schumann et Jean Marin. Ce dernier avait révélé à cette occasion que les Allemands utilisaient en URSS des chambres à gaz montées sur roues et il avait proclamé :

Jamais de telles atrocités n'ont été commises en France, c'est vrai... N'oubliez pas que c'est peu à peu qu'on essaie d'habituer un peuple à considérer une partie de la population comme sacrifiée d'avance.

Le fait est qu'en 1943-44, pas une fois le CNR n'a demandé à Londres de mener campagne sur ce thème. Le fait est que pas une fois le Comité exécutif de propagande du Comité national, puis du CFLN n'a même discuté de la question des exterminations, ni évoqué les conditions atroces de vie des déportés politiques.

Pourquoi, oui, pourquoi ?

Certaines raisons sont conjoncturelles : le rapport polonais accablant de juin 1943 est sorti au lendemain des arrestations de Caluire et alors que l'avenir de la Résistance française était en jeu, que les Anglais nous sommaient d'en transformer les structures et que de surcroît les responsables de la France Combattante étaient pour moitié à Londres et pour moitié à Alger où de Gaulle menait une rude bataille.

D'autres raisons sont politiques ou psychologiques. D'abord, les gouvernements anglais et américains, qui en savaient davantage n'ont jamais porté leurs informations à notre connaissance. Le général de Gaulle pourra dire 20 ans plus tard à Alain Peyrefitte qu'il avait ignoré jusqu'à une date très tardive l'existence des camps d'extermination.

Il faut considérer aussi le contexte français.

La confusion entretenu par les dirigeants de la Résistance et par notre propagande sur le terme de « déportation » a joué pleinement. A partir de 1943, le thème prioritaire de la propagande a été la lutte contre le STO, contre ce qu'on appelait alors la « déportation » des travailleurs en Allemagne, puis le soutien aux maquis et la préparation psychologique du débarquement.

Je pense – accessoirement – que les chefs de file de la propagande française à Londres, qui étaient des Juifs laïques comme Georges Boris et Jacques Bingen, ou un converti de haute conscience morale comme Schumann, redoutaient, peut-être inconsciemment, de donner à Philippe Henriot l'argument que cette guerre était une guerre juive ou que la France Combattante était, comme Radio-Paris l'avait si souvent prétendu, à la solde de la City et de la juiverie internationale.

Après quoi, de janvier à août 1944, la préparation des esprits aux combats du débarquement a primé tout. La déportation faisait à nos yeux partie des horreurs de la guerre, s'inscrivait, non comme un détail, mais prenait place à côté des atrocités de tout genre, des fusillades d'Ascq, de Signes ou d'Oradour, des bombardements par tapis roulant de nos villes auxquelles le général Koenig avait consenti en avril.

Mais surtout, nous savions et nous ne savions pas. Nous ne supposions pas les conditions affreuses faites à nos déportés politiques. Nous n'imaginions pas l'ampleur ni le caractère systématique de la Shoah. Enfin, il faut bien le dire, nous étions assez naïfs pour croire que les nazis ne pouvaient infliger à des Français les procédures d'extermination qu'ils infligeaient aux Juifs Polonais, ou Russes, ces « sous-hommes » !

Depuis 1945, la découverte des camps, les récits des déportés, l'atrocité de la Shoah et le recul des années nous font voir ce que vous avez vécu dans son immensité, dans son atrocité. Cela restera un des honteux témoignages du siècle qui s'achève. Mais à côté subsiste cet autre héritage du patriotisme et de l'honneur qu'illustre la conjonction de la France Libre et de la Résistance, cet héritage auquel le mot de Keitel, rappelé récemment par Geneviève Anthonioz de Gaulle à la télévision, apportait une conclusion sans réplique : lorsque, au moment de la signature de la capitulation allemande, voyant un général français parmi les signataires alliés, il s'écria : **Quoi ! Les Français aussi !** »

Applaudissements prolongés.

DENISE VERNAY : Avant de remercier notre invité, M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, saluons Geneviève qui vient d'arriver. Geneviève, merci d'être ici avec nous.

Applaudissements

Sans doute Geneviève aurait su beaucoup mieux que moi remercier et synthétiser les paroles de mon voisin mais pour moi ce qui en découle en premier lieu c'est une masse d'informations dans une plus grande masse encore d'émotions. Nous avons senti passer le

grand souffle de la vie affective qui faisait vibrer nos vis-à-vis à Londres. Nous imaginions mal qu'ils avaient eux aussi des problèmes comme les nôtres : ainsi l'attente aussi bien du côté des Français de Londres qui attendaient des nouvelles de leurs compagnons partis en mission de toute l'Angleterre. J'ai été frappée de ce que vous nous avez dit de vos compagnons français et anglais et je vous remercie d'avoir fait passer dans vos paroles un tel sentiment de fraternité.

Je donne tout de suite la parole à mes compagnes qui ont sûrement tant de questions à vous poser.

Soyez infiniment remercié du temps que vous nous avez déjà consacré, de cet exposé si clair, si riche.

Applaudissements

JACQUELINE PÉRY : M. Crémieux-Brilhac veut-il bien nous raconter ce qui s'est passé quand il s'est évadé de son camp de prisonnier ?

JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC : C'est pour moi un souvenir très émouvant. Nous étions en Russie dans des camps et nous avons été libérés grâce à la présence parmi nous de deux évadés anglais. Quand l'URSS a été attaquée par l'Allemagne, ils ont été renvoyés à leur ambassade à Moscou, les volontaires pour la France Libre pour le général de Gaulle leur ont donné leur nom, et le 30 août 1941 nous avons été placés plusieurs jours dans un wagon plombé sur le quai d'Arkhangelsk, puis embarqués sur un cargo soviétique au ras de l'eau avec sur le pont des gardes rouges armés de fusils mitrailleurs chargés comme si l'un de nous au milieu de la mer Blanche allait songer à s'évader, à se jeter à l'eau. Notre cargo a filé sur une mer qui effectivement était blanche, sous un ciel blanc et dans un

brouillard blanc à couper au couteau, jusqu'à ce que nous apercevions une masse sombre dont on s'est approché et qui était un paquebot canadien transformé en transport de troupe, l'*Empress of Canada*. On a accosté, on a jeté une planche entre les deux bâtiments, et devant la planche il y avait un officier soviétique, nous disions notre nom, notre prénom, le nom du père : Crémieux Jean-Louis Ferdinandovitch, et puis toutes les rambarde – ce bateau était extrêmement haut – il y avait des soldats canadiens qui regardaient. Quand le premier de nous a franchi la rambarde, tous ont chanté *La Marseillaise*. C'est une chose extraordinaire, bouleversante... Et nous avons compris les Français Libres et de Gaulle étaient restés fidèles à l'Alliance et avaient continué à se battre.

Sur le bateau il y avait un portrait du Général de Gaulle. Il y avait une affiche où on le voyait les mains croisées avec un képi à feuilles de chêne et quand j'ai vu ce képi et ce portrait hautain je me suis dit « Mon Dieu – excusez l'expression – si ce n'était qu'un Officier de cavalerie ! ». Et puis nous sommes arrivés à Londres, Cumberley, le camp des Français. Quinze jours ou trois semaines après il y a eu une prise d'armes où le Général de Gaulle – nous étions en carré – nous a tenu un petit speech. Il était en képi kaki, avec un manteau kaki jusqu'aux mollets, grand, encore plus grand par le képi. Il nous a fait un petit discours, et nous avons été estomaqués car ce discours était patriotique, ce discours était d'un militaire mais c'était quelque chose qui sortait de l'ordinaire et j'en terminerai là : mon voisin s'appelait Millet. Il a été Croix de la Libération, il me pousse du coude et me dit « c'est Charles XI ». (*Rires*)

Applaudissements

CHRONIQUE DES LIVRES

*Une résistance ordinaire**

Les souvenirs de notre camarade Claire Chevrillon viennent de paraître aux éditions du Félin, dans sa collection *Résistance et Mémoire*.

Pourquoi une résistance « ordinaire » ? Simplement parce que notre modeste Claire estime que les services qu'elle a rendus dans la lutte contre l'occupant – et ils furent nombreux et importants – étaient dans l'ordre des choses, comme allant de soi. Dans sa préface, elle s'adresse aux enfants de sa famille pour qu'ils se rendent compte de ce qu'eût été leur existence, triste et perpétuellement menacée, si Hitler avait gagné la guerre. Elle raconte avec une grande simplicité ce qu'elle se rappelle de la vie quotidienne à Paris, de sa famille menacée et de son activité secrète au service des Alliés.

Famille menacée, car la mère de Claire Chevrillon était d'origine juive, et, dénoncée

comme telle dans une petite commune des Côtes du Nord, elle avait reçu le tampon « juif » sur sa carte d'identité. Elle sortait donc le moins possible, mais s'ingéniait à rendre mille services à tous ceux qui frappaient à sa porte avec une vaillance qui ne faiblit jamais. Deux des neveux de Madame Chevrillon, donc deux cousins germains de Claire, furent hélas ! arrêtés comme juifs en 1942, déportés, et ne revinrent pas. La vie pourtant continuait, difficile, avec tous ces enfants sans père (le beau-frère de Claire était prisonnier de guerre) et les voyages vains et lourds de menace à Drancy, Pithiviers et Beaune-la-Rolande.

Claire Chevrillon, professeur d'anglais au Collège Sévigné rendait de nombreux services aux uns et aux autres, faisait circuler quelques tracts, mais se désespérait de n'être pas plus utile dans la lutte contre le monstre nazi. Et soudain, dans l'été 42, elle revoit une

amie dont elle était séparée depuis 1940 et celle-ci lui donne le sentiment qu'elle « faisait quelque chose ». Claire se décide à aller jusqu'à Lyon pour la revoir (il s'agissait de notre camarade Anne-Marie Bauer) et reçoit sa première mission : apporter son aide à un jeune agent de Londres, Robert Gautier, chargé par « Max » (Jean Moulin) de l'organisation des opérations aériennes clandestines en zone nord. La vie de Claire est aussitôt transformée ; « une joie secrète, intense », écrit-elle, l'habite en permanence, mais elle ne change rien aux apparences et poursuit sa vie de professeur, espaçant cependant, par prudence, les visites à ses parents.

En avril 1943, elle est arrêtée par la police française qui l'interroge, et, à la dernière minute avant de la passer aux Allemands, accepte de détruire ce qu'il pouvait y avoir de compromettant dans son dossier... Claire répond alors à l'interrogatoire des Allemands avec douceur et fermeté, ne déviant jamais d'un pouce de la fable qu'elle avait inventée sur Robert Gautier. Deux mois plus tard, elle est libérée !

Elle apprend que Robert Gautier avait été arrêté une semaine après elle, mais s'était évadé le jour même du centre de la Gestapo de l'hôtel Cavré.

La répression s'étend. « Max » a été arrêté à Lyon fin juin, Anne-Marie Bauer et d'autres camarades en juillet. Claire retrouve à Paris

son amie Jacqueline d'Alincourt qui « travaille » avec le successeur de Gautier à reconstituer la Délégation Générale du Comité Français de Libération Nationale après la disparition de Jean Moulin. Elle apporte son aide à Jacqueline tout l'été, mais celle-ci est arrêtée fin septembre et Claire n'a que le temps d'aller se cacher et de changer d'identité. Par un camarade de Jacqueline (Daniel Cordier), elle obtient de travailler à la Délégation générale où elle entrera au Service du chiffre, codant et décodant dans la solitude jusqu'à la libération.

Résistance « ordinaire », comme on voit, encore que Claire Chevrillon signale qu'elle n'avait jamais entendu prononcer ce mot de « Résistance » avant la libération. Nous pouvons en dire autant, nous autres déportés « politiques » (comme on disait alors), qui n'avons appris qu'au retour que nous étions des « résistants » !

Ceux et celles qui liront le récit de Claire Chevrillon seront pris par la simplicité poignante avec laquelle les drames de cette époque sont relatés, la modestie de l'auteur et la belle limpidité de sa langue.

Anise Postel-Vinay

* Claire Chevrillon. *Une résistance ordinaire*. Préface de Claude Bouchinet-Serreulles. Ed. du Félin, 1999, 304 p., 139 F.

Mémoires d'un franc-tireur Itinéraire d'un résistant (1940-1944)

par Jean-Pierre Lévy, avec la collaboration de Dominique Veillon*

Ce sont les souvenirs de Jean-Pierre Lévy, fondateur et patron de *Franc-Tireur*, l'un des trois principaux mouvements de résistance de la zone Sud.

Ce livre montre le développement de *Franc-Tireur* depuis ses origines jusqu'à la Libération : distribution de tracts anti-nazis et anti-vichystes à Lyon et dans la région lyonnaise à partir de décembre 1940, puis, en décembre 1941, sortie du premier numéro du journal *Le Franc-Tireur*, tiré à 6 000 exemplaires et diffusé dans la zone Sud. Le tirage atteindra 150 000 en août 1943, avec une distribution dans toute la France et s'élèvera jusqu'à 300 000 au lendemain de la Libération.

Le livre de Jean-Pierre Lévy expose également les activités militaires de *Franc-Tireur*, commencées en 1942 : création de groupes-francs, plasticages, sabotages, réception de parachutages d'armes, formation de « maquis ». Ce livre ne s'en tient pas à l'histoire de *Franc-Tireur*, il parle des deux autres grands mouvements de la zone Sud : *Combat* et *Libération*, dirigés respectivement par Henri Frenay et Emmanuel d'Astier. Il raconte comment la fusion de ces trois mouvements s'est opérée en janvier 1943, sous la pression de Jean Moulin, après plusieurs mois de discussions. Il montre le rôle conciliateur

de Jean-Pierre Lévy et l'appui qu'il a finalement apporté à Jean Moulin. Entre mai 1942 et janvier 1943, les deux hommes se sont vus presque toutes les semaines. Ils devaient partir ensemble pour Londres en septembre 1942, mais l'avion n'est pas arrivé. Il est clair que Jean Moulin éprouvait une grande estime pour Jean-Pierre Lévy.

Ce livre évoque aussi la création de l'« armée secrète » et l'évolution de l'ensemble de la Résistance vers une organisation unitaire, évolution voulue par le général de Gaulle et réalisée par Jean Moulin, en dépit des multiples oppositions qu'elle soulevait et des dangers considérables qu'elle présentait. Elle a conduit à la création du Conseil national de la Résistance, réuni pour la première fois le 27 mai 1943, sous la présidence de Jean Moulin. Jean-Pierre Lévy a été l'un des huit représentants de la Résistance française dans ce Conseil national (1). Le général de Gaulle, l'avait nommé Compagnon de la Libération deux mois plus tôt, en même temps que Frenay et d'Astier.

Jean-Pierre Lévy souhaitait rencontrer le général de Gaulle, et le Général désirait lui-même s'entretenir avec lui des problèmes de la Résistance. Après trois départs manqués à

destination de l'Angleterre (l'avion ayant été empêché de partir, contraint de faire demi-tour ou abattu en cours de route) Jean-Pierre Lévy est arrivé à Londres le 14 avril 1943. De Gaulle l'a reçu plusieurs fois, à son bureau et chez lui. Jean-Pierre Lévy raconte, dans son livre, ses entretiens avec le Général. Ils se sont, dit-il, fort bien passés. C'est très remarquable, car Jean-Pierre Lévy a clairement exposé la volonté d'indépendance politique de son mouvement, son désaccord sur la représentation des partis politiques au CNR et sa conception – légèrement restrictive – du rôle du Général après la guerre : « maintenir l'ordre pendant une période où le peuple français serait appelé à élire une Assemblée chargée d'élaborer librement une nouvelle Constitution ». A cela s'ajoutaient une critique sur la présence de cacouards dans l'entourage du Général et l'idée que les résistants qui venaient à Londres en repartaient avec l'impression que le chef de la France Libre se battait plus contre les Alliés que contre les Allemands... Malgré ces déclarations audacieuses, le Général est resté serein. Il a répondu aimablement aux questions soulevées par Jean-Pierre Lévy et l'a longuement interrogé sur la Résistance.



Photo d'identité
de Jean-Pierre Lévy en 1940

Cette sérénité et ce bon vouloir du général de Gaulle peuvent s'expliquer par plusieurs motifs : il savait toute l'estime de Jean Moulin pour Jean-Pierre Lévy et l'influence que celui-ci pouvait exercer au sein de la Résistance ; Jean-Pierre Lévy reconnaissait parfaitement la nécessité d'un bon accord entre la Résistance et la France Libre ; enfin le Général a sans doute été séduit par son visiteur : par son évidente volonté de franchise, sa pondération et son autorité naturelle. Quant à Jean-Pierre Lévy, il a été lui-même séduit par le Général, car il écrit ceci : *Je me suis alors rendu compte que, pour maintenir intacte la position de la France et pour être à la table des négociations de paix, plus tard, il était nécessaire d'avoir la hauteur de vue d'un de Gaulle.*

Si Jean-Pierre Lévy était resté dans l'entourage du général de Gaulle, il aurait probable-

ment pu faire une brillante carrière politique, mais il était animé d'un sens du devoir implacable et il estimait que ses responsabilités de chef de *Franc-Tireur* exigeaient qu'il revienne auprès de ses camarades de combat. Ce retour en France était d'une extrême audace. Jean-Pierre Lévy avait déjà été arrêté trois fois par la police de Vichy. Chaque fois, il avait réussi à déjouer les soupçons des policiers et à obtenir sa libération, mais il avait appris depuis lors que la police française et la Gestapo avaient fini par découvrir l'importance de son rôle dans la Résistance. Il est cependant revenu en France le 17 juillet 1943, avec quelques semaines de retard sur son programme à cause d'un accident et des problèmes de l'aviation clandestine.

Comme on pouvait le craindre, Jean-Pierre Lévy fut arrêté assez vite et, cette fois encore, par la police française. Le policier chargé de son sort se montra conciliant : il refusa de le relâcher, mais imagina de l'inculper pour vol et le fit interner à la Santé, dans la section des « droit commun », à l'abri de la Gestapo. Une première tentative d'évasion échoua, mais une deuxième réussit, le 11 juin 1944. Il fut libéré par ses camarades de *Franc-Tireur* qui attaquèrent un fourgon cellulaire où il se trouvait, en route pour un hôpital où il devait théo-

riquement être opéré d'une fausse crise d'appendicite. Après une brève période de repos, il reprit ses activités dans la Résistance et participa notamment aux réunions du CNR et du « Mouvement de libération nationale ». Le 26 août 1944, il eut la gloire de prendre part, auprès du général de Gaulle, à la « merveilleuse descente des Champs Élysées ».

Après la guerre, Jean-Pierre Lévy a consacré toute sa carrière au service de l'Etat et à des institutions d'intérêt social. Il a été directeur au Ministère de l'Industrie pendant 24 ans, puis Conseiller d'Etat en service extraordinaire. Il est mort en 1996 à l'âge de 85 ans. Ses souvenirs ont été publiés après sa mort.

André Postel-Vinay

* Ce livre est paru aux « Editions Complexe » en 1998 (collection *Histoire du temps présent*). Dominique Veillon est historienne. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un sur *Franc-Tireur* (*Le Franc-Tireur, un journal clandestin, un mouvement de résistance, 1940-1944*, paru chez Flammarion en 1977).

(1) En plus de son président, le CNR comprenait 16 membres : 8 pour la Résistance, 6 pour les partis politiques et 2 pour les Centrales syndicales. Jean-Pierre Lévy était certainement l'un des plus jeunes et, peut-être, le plus jeune. Il avait 32 ans en 1943. Je n'ai pas connu Jean-Pierre Lévy pendant la guerre, mais j'ai eu, après la guerre de nombreuses occasions de le rencontrer et de l'entendre.

Le Ravensbrück de Germaine Tillion est maintenant traduit en allemand

L'éditeur allemand Dietrich zu Klampen, de Lüneburg, a publié en octobre 1998, traduite en allemand, la troisième étude de Germaine Tillion sur le camp de concentration de Ravensbrück, parue en 1988 en France aux éditions du Seuil.

Plus de cinquante ans après les faits et malgré tout ce qui a été écrit sur le système concentrationnaire depuis un demi-siècle, l'enquête de Germaine Tillion apporte un éclairage original sur le camp central de concentration des femmes qui méritait d'être connu du public germanophone. Celui-ci a apprécié la distance que l'ethnologue a su prendre, malgré son état de victime, sa vision de la société SS et des sociétés hiérarchisées qui cohabitaient dans le monde concentrationnaire féminin de Ravensbrück, ainsi que la méthode, toute ethnologique, avec laquelle elle a recueilli sur place et à haut risque faits et données chiffrées.

Le Mémorial de Ravensbrück, représenté par sa directrice, Mme Sigrid Jacobeit, les éditions zu Klampen représentées par Mme Tatiana Kirchner et M. Jean-Luc Goester, directeur de l'Institut Français de Berlin ont organisé une « lecture », comme on dit en Allemagne, du *Ravensbrück* de Germaine Tillion en allemand – broché avec une couverture rayée bleu et gris ! – le 22 avril 1999 à Berlin, à la Maison de France, Kufürstendamm.

Germaine, qui vient d'avoir 92 ans, n'a malheureusement pas pu se déplacer et a été représentée par Anise Postel-Vinay, auteur de l'étude particulière sur la chambre à gaz parue en annexe du livre. Un public franco-allemand comprenant de nombreux étudiants remplissait la salle.

A Ravensbrück, le lendemain, Anise Postel-Vinay a eu le plaisir de voir le livre de Germaine Tillion entre les mains de l'architecte du camp, toujours aux prises avec plusieurs énigmes que pose le plan du camp. En effet, entre le Bunker à l'extrême ouest et les restes des Betriebe à l'extrême est, Ravensbrück n'est plus qu'une immense étendue plate qui n'a pas même l'épaisseur d'une couche archéologique...

Le Comité International de Ravensbrück, réuni du 19 au 23 mai 1999 à Mantoue, sous l'égide de l'ANED (Associazione Nazionale ex Deportati politici nei Campi nazisti) et de la Ville de Mantoue, après la disparition de Rose Guérin en 1998, a élu Annette Chalut présidente du Comité International de Ravensbrück à l'unanimité.

IN MEMORIAM

JACQUELINE HÉREIL-BÉVÉRINA 1913-1998



Jacqueline Héreil-Bévérina, dite « Myrtille » dans la Résistance et au camp (27435) n'accepta pas la défaite et l'armistice de juin 1940. Ses activités au sein du réseau *Turma-Vengeance* sont à l'origine de son

arrestation par la police allemande à Paris en novembre 1943.

Notre premier contact eut lieu à Ravensbrück en août 1944 dans un Block du Revier. Ce fut tout de suite la compréhension mutuelle et grâce à ces quelques jours de vie en commun, l'amitié était née. Mon séjour de six semaines au Strafblock nous sépara.

Nous nous sommes retrouvées au Block 10, elle comme infirmière, moi comme médecin. Quelle ironie, ces appellations qui ne correspondaient à aucune réalité puisque nous n'avions rien pour soigner. Bientôt rejointes par Violette Lecoq, nous avons formé un trio bien soudé et bien décidé à soulager les malades malgré notre extrême dénuement.

C'est là que Myrtille donna sa pleine mesure d'attentions, de compréhension, de dévouement auprès de nos camarades françaises et aussi étrangères malgré les barrières linguistiques. Sa prédilection allait vers les plus atteintes et les plus faibles.

Certains souvenirs demeurent plus particulièrement gravés dans ma mémoire : sa sollicitude auprès de Mme Parjewska dont elle s'occupa avec beaucoup de délicatesse ; cette Polonaise âgée, médecin de Poznan, mourut d'épuisement au Block 10 en janvier 1945. Avec combien de tendresse Myrtille s'occupa d'une jeune femme hollandaise, tuberculeuse qui accoucha d'un nourrisson vivant. La jeune femme mourut la première et le bébé une semaine plus tard. Je revois Myrtille pleurant, tenant ce petit cadavre dans ses bras.

Pour chaque Française décédée dans notre Block, elle prélevait une mèche de cheveux et conservait cette relique pliée dans un papier portant les indications d'état-civil. Cela représentait un trésor de souvenirs, qui n'a pu être remis aux familles car les SS nous dépouillèrent de tout avant de nous laisser franchir la sortie du camp pour la dernière fois.

Nous avons vécu ensemble des moments d'une exceptionnelle intensité dramatique quand nous avons assisté, impuissantes, au départ de nos malades pour la chambre à gaz !

Ni le temps écoulé depuis notre retour, ni les événements de nos vies respectives ne peuvent briser ni effacer ce sentiment profond qui nous unissait dans cette situation de détresse et d'espoir.

Myrtille était une chrétienne convaincue ; sa foi ardente la guida tout au long de son existence et c'est pour cela que mon témoignage ne veut pas être un adieu mais un Au revoir.

Dr Louise Liard Le Porz
(43099)

Gérard Chauvy et Albin Michel condamnés pour diffamation publique envers les Aubrac

Dans son jugement en condamnation*, le Tribunal de Grande Instance a résumé par cette énumération l'ensemble des entorses à la méthode historique commises dans l'ouvrage de Gérard Chauvy :

- une place excessive faite au « mémoire Barbie »,
- une insuffisance de la documentation,
- un manque de hiérarchisation des sources,
- un défaut de prudence dans l'expression,
- un manque de critique interne des sources et documents allemands,
- un délaissement des témoignages.

Dans un précédent numéro de *Voix et Visages* (juillet-octobre 1997, n° 256), Anise Postel-Vinay a rendu compte du livre de Gérard Chauvy, *Aubrac, Lyon 1943*, et de la table ronde organisée par le journal *Libération* avec la participation d'historiens au mois de mai 1997. Incisif, le titre de son article résumait sa pensée. *Une nouvelle méthode historique : l'insinuation sans preuve*. Les jugements rendus successivement par le Tribunal de Grande Instance de Paris, le 2 avril 1998, et par la Cour d'Appel de Paris, le 10 février 1999, ont pleinement confirmé cette analyse.

Couvrant chacun une quarantaine de pages, les argumentaires des deux jugements se ressemblent beaucoup. Pour les comprendre, il faut savoir qu'en droit, la diffamation n'a pas le sens qu'on lui donne dans la vie courante. En droit, la diffamation se définit seulement comme une atteinte à la considération ou à l'honneur commise à partir d'un fait précis, que ce fait soit vrai ou faux. La question de la vérité du fait diffamatoire n'intervient pas dans l'appréciation de la diffamation. Cela signifie que l'atteinte à la réputation, fût-elle fondée, est condamnable. Pour être relaxé, l'auteur de la diffamation doit soit prouver la vérité des faits invoqués s'ils ne remontent pas à plus de dix ans, soit prouver sa bonne foi. C'est ainsi qu'un auteur peut se voir à la fois condamné pour diffamation et relaxé pour sa bonne foi. Ce fut le cas récemment de Jean-Luc Einaudi, auteur d'une accusation diffamatoire envers Maurice Papon, à qui la bonne foi a été reconnue. Il a été relaxé par le même Tribunal de Grande Instance qui a condamné Gérard Chauvy. Ce dernier et son éditeur ayant été considérés de mauvaise foi en première instance et en appel, ils ont été condamnés à des peines d'amende (respectivement 60 000 F et 100 000 F) et à des dommages-intérêts (400 000 F au total). Lucie et Raymond Aubrac ont annoncé que cette dernière somme serait versée à la Fondation de la Résistance.

A. Sur le caractère diffamatoire

Les jugements mettent en parallèle, sur chaque point important, la version dite de Klaus Barbie rédigée en 1990, un an avant sa mort, et le texte de Gérard Chauvy, dont « l'ouvrage tout entier (...) va s'articuler autour de cette accusation – capitale – de trahison ». Ces points sont :

- Les circonstances de la première arrestation de Raymond Aubrac, au mois de mars 1943 ;
- Les circonstances de sa mise en liberté le 10 mai 1943 ;
- L'évasion de l'hôpital de l'Antiquaille le 24 mai 1943 ;
- L'épisode de Caluire, le 21 juin 1943 ;
- L'après Caluire et l'épisode du boulevard des Hironnelles (21 octobre 1943).

Les jugements soulignent le « double discours de Gérard Chauvy ». D'un côté, celui-ci est apparemment catégorique pour réfuter les accusations pour le moins tardives de Barbie (« aucune pièce d'archives ne permet de valider l'accusation de trahison »). Mais d'un autre côté, par une accumulation de témoignages et de documents contradictoires, « par des procédés captieux » qui « visent à circonvenir », il instille le doute dans l'esprit du lecteur. Il s'agit d'une forme de « diffamation par suggestion ou par insinuation ». Celle-ci est assimilée en droit à la diffamation pure et simple.

B. Sur la mauvaise foi

Comme les faits invoqués par le diffamateur remontaient à plus de dix ans, il lui restait à prouver sa bonne foi. L'admission de la bonne foi est soumise à la réunion de quatre critères : légitimité du but poursuivi, absence d'animosité personnelle, sérieux de l'enquête et fiabilité des sources, prudence et modération dans l'expression. Si les jugements concernant l'éditeur et l'auteur d'*Aubrac, Lyon 1943*, ont admis les deux premiers points, ils ont rejeté les deux suivants.

- L'absence de sérieux de l'enquête

- Alors que les événements concernant les Aubrac entre mars et mai 1943 sont tout entiers décrits dans les pièces d'un dossier d'instruction, l'auteur n'a pas eu l'idée de consulter le dossier qui était déposé aux Archives départementales. Or il contenait l'explication des prétendues « énigmes » et « contradictions » que l'apprenti historien croyait avoir découvertes. Sur la base de ce dossier, l'avocat des Aubrac, Maître Kiejman, a démonté une à une les fausses insinuations du diffamateur. Raymond Aubrac a bien été arrêté le 15 mars et remis en liberté le 10 mai, sans que ni les Français ni les Allemands n'aient compris l'importance de son rôle dans la Résistance.

- Gérard Chauvy n'a pas cherché à vérifier la présence à Lyon de l'Allemand Florek, qui, selon le testament de Barbie, aurait été « l'officier traitant » d'Aubrac au printemps 1943. Or après la guerre, dans son audition en justice, Florek a dit n'être arrivé à Lyon qu'à l'automne 1943.

- Gérard Chauvy n'a pas cherché à élucider une contradiction majeure dans son argumentation. Il donne foi à la version très particulière que Barbie donne dans son « testament », de l'évasion du bd des Hironnelles, le 21 octobre 1943, organisée par Lucie Aubrac pour libérer Raymond. Barbie prétend avoir été informé des préparatifs, et en avoir profité pour remettre délibérément « son agent » en liberté. Or, il s'avère que Barbie a été absent de Lyon entre le 31 août et le 5 décembre 1943, ce que Chauvy signale lui-même p. 222.

On voit par ces exemples pris parmi d'autres, que l'auteur n'a pas mené une enquête systématique à partir des sources et qu'il a échafaudé des hypothèses à partir d'extraits de dossiers.

- L'enquête orale n'a pas non plus été convenablement menée. Sur les six témoins directs de cette histoire encore vivants, l'auteur n'en a interrogé qu'un seul, Serge Ravel.

- Sur l'absence de prudence dans l'expression

- Le fait de publier le document Barbie sans l'entourer d'un appareil critique constitue un défaut de prudence.

- Alors qu'un rapport allemand (le rapport Knochen, 27 octobre 1943) émet l'hypothèse que l'opération du bd des Hironnelles a pu avoir pour objectif la libération d'un agent de l'Intelligence Service, ceci devient une certitude pour l'auteur, sans qu'il ait cherché d'autres éléments pour étayer les hypothèses du SS. L'opération conduite par Lucie Aubrac est ainsi réduite à un faux-semblant sur la simple foi d'un document nazi, isolé et dubitatif de surcroît.

Bien que les exigences du droit et de l'histoire soient distinctes et ne concordent pas toujours, dans cette affaire, la leçon d'histoire est venue non du prétendu historien, mais de l'avocat des plaignants et du Tribunal.

Claire Andrieu

*Maître de conférences
à l'Université de Paris-I
Professeur à l'Institut
d'Etudes Politiques de Paris*

* Le 2 avril 1998, prononcé par la 17^e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris ; jugement confirmé par un arrêt de la 11^e Chambre des Appels correctionnels, Section A, de la Cour d'Appel de Paris.

Voyage du souvenir à Ravensbrück

29 avril - 1^{er} mai 2000

L'ADIR vous propose un voyage de trois jours à Ravensbrück, selon les bases ci-dessous :

1^{er} jour : Vol Paris-Roissy - Berlin. Puis départ en autocar. Logement aux environs de Ravensbrück.

2^e jour : Transport en autocar de l'hôtel à Ravensbrück. Visite du camp. Retour à l'hôtel en fin d'après-midi.

3^e jour : Départ en autocar le matin vers Orianenburg ; arrêt au camp de Sachsenhausen. Puis vol Berlin-Paris.

Coût à titre indicatif : environ 3 000 francs, comprenant :

- Logement et petit déjeuner en chambre double en hôtel 3 étoiles pour 2 nuits.
 - Transport aérien de Paris à Berlin et retour, sur vol régulier.
 - Autocar grand tourisme pour 3 jours à disposition pour tous les transports.
 - Assistance francophone à l'aéroport à l'arrivée et au retour.
- Option repas : 110 F par personne et par repas.
Possibilité de retenir une chambre hôtel Ibis à Roissy pour la veille du départ.

Votre option

Nous avons besoin de savoir rapidement le nombre de personnes intéressées par ce voyage, même sans véritable engagement, car il faut retenir dès maintenant avion et hébergement et faire établir un devis précis (variant suivant le nombre). Les voyages seront très nombreux en l'an 2000 !

Pensez-vous participer seule ? accompagnée, combien ?

Réponse au siège de l'ADIR avant fin juin.



Le déjeuner des 57 000, mercredi 12 mai 1999 à l'Institut Pasteur, à Paris.

CARNET FAMILIAL

NAISSANCE

Samuel Süleyman Diop, vingt-deuxième petit-enfant de Denise Rousseau-Villard (57912), Le Plessis-Robinson, le 3 mai 1999.

DÉCÈS

Nous avons le vif regret de vous faire part du décès de nos camarades :

Réjane Ruel (31922), Chelles, en 1999 ;

Blanche Hiron (35000), le 20 mai 1999, Tours ;

Maguy Saunier (44742), le 21 mai 1999 à Paris.

Raymonde Perrier (39050 et 51542), Déléguée du Rhône, a perdu son mari le 24 avril 1999.

DÉCORATIONS

Dans l'Ordre National du Mérite, ont été élevées à la dignité de :

- Grand' Croix : Jacqueline Péry,

- Grand Officier : Denise Vernay.

Toutes nos félicitations...

AVIS DE RECHERCHE

A l'attention de toute(s) rescapée(s) ayant connu

Maria Kieffer, née Michel en 1884
arrêtée à Metz le 23 novembre 1943,
décédée à Ravensbrück le 23/01/1945.

Matricule 26635, Block 31 avait été affectée à l'atelier dit « de couture ».

Ecrire à l'ADIR.

DERNIÈRE MINUTE !

Les dix-sept camarades assez entreprenantes qui ont pu rejoindre la gare du Nord le 2 juin, jour de la grève surprise de tous les transports parisiens, pour le déjeuner annuel de la région parisienne ont vivement regretté la dizaine d'inscrites moins chanceuses qui sont restées bloquées chez elles. La bonne humeur était présente malgré tout.

A l'année prochaine, sans grève !

Société des Amis de l'ADIR

Nous rappelons aux membres des familles de nos compagnes décédées, ainsi qu'aux enseignants et à tous ceux qui sympathisent avec les Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, que l'adhésion à la Société des Amis de l'ADIR donne droit au service de notre bulletin (5 n° par an) : cotisation minimum 120 F.

Etablir le chèque au nom de :

Société des Amis de l'ADIR,
241, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ

N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 31 739
Imp. CHIRAT - 42540 Saint-Just-la-Pendue. N° 7396